OR ET ARGENT.

V

En vérité, quand on entend les heureux qui ont de l'or, qui trafiquent avec l'or et qui voient dans l'or le Jéhova de la terre et des cieux, dire que l'*or* est la monnaie par excellence et le seul monétaire *honnête*, il faut s'estimer content de n'avoir point dans sa poche de l'*argent* blanc et *malhonnête*.

A propos de l'*or* et de l'*argent*, si Mahomet a dit que la "parole était d'argent, mais que le silence est d'or", pourquoi Mahomet lui-même a-t-il parlé, et pourquoi ses partisans américains et anglais, dans leur amour excessif et dans leur saint enthousiasme pour l'*or*, font-il un bruit infernal pour la glorification de leur métal préféré, au point que McKinley lui-même, qui n'est pourtant pas un prophète, ne veut plus désormais payer qu'avec de l'or ses fournisseurs et ses agents électoraux, selon, du reste, le conseil du millionnaire Hanna, son ami et son futur ministre des finances ?—Après tout, si le *silence est d'or*, selon l'Arabe Mahomet,—et nous savons tous que les Arabes sont un peu voleurs—ne craignons point de payer nos créanciers avec l'or du silence.

Mais comme nous ne sommes point un financier dans l'acception rigoureuse et scientifique du mot, et que ce n'est qu'accidentellement, comme tout le monde, que nous parlons de ces choses, corrigeons pourtant une erreur de langue assez communément commise par beaucoup de nos amis en Louisiane. Car nombre d'entre nous, sans du reste appartenir à l'Académie française, emploient très volontiers le mot *argent* au féminin et disent en langue courante : de la *bonne argent!*

Nul doute, en vérité, que la femme vaille mieux que l'homme, et ce qui est féminin est incontestablement supérieur à ce qui est masculin. La femme, après tout, même l'homme, qui serait un pas grand'chose sans la femme, et si la femme est quelquefois mauvaise, vous devez en trouver la raison dans la méchanceté exceptionnelle de l'homme. Quoi qu'il en soit, le mot *argent*, sans être ni bon ni mauvais par lui-même, puisque les Latins en avaient fait un nom neutre, *argentum*, le mot français *argent* est masculin. Les très singuliers Français, dans leur langue et autrement, n'admettent pas le neutre.

Mais—pour rentrer dans notre grave sujet—ce qui serait parfaitement mauvais et *malhonnête*, répétons-nous, ce serait un Gouvernement qui frapperait de la fausse monnaie ou qui rognerait les monnaies. Et si ce Gouvernement, après avoir frappé sa monnaie, permettait qu'elle fut dépréciée et démonétisée chez lui, il faudrait lui demander comment il se nomme et s'il a le droit de porter le nom qu'il porte. Car si nous voulons bien admettre la banque libre, opérant et agissant dans la mesure de ce qui est juste, le Gouvernement serait criminel en accordant l'impunité à quiconque démonétiserait son argent d'une façon ou d'une autre. En permettant, en laissant faire ou en ne punissant pas, il autoriserait le juge américain Lynch à remplir sommairement ses besogne de justicier. De même avec les accapareurs.

Car si la liberté est une admirable chose, surtout quand elle fait le bien, et s'il faut la défendre comme la prunelle de ses yeux d'homme libre, une liberté qui sourirait à certains hommes qui accaparent le bien public, qui font le mal ou le bien à volonté, la gêne, la misère, la disette et même la famine quand il leur plaît, serait une très singulière imbécile et un peuple un très singulier peuple d'imbéciles. Mais pourtant, chez ce peuple d'imbéciles où le Gouvernement laisse faire, quand il ne protège pas, il arriverait un moment où les femmes elles-mêmes se feraient immisérir ordieuses et impitoyables devant les pendus. On aurait beau dire :

C'est un *Trust !*

Le *Trust*, les jambes en l'air et la langue tirée, répondrait le peuple.

Les avocats eux-mêmes riraient.

VI

Au demeurant, les républicains de McKinley et de St-Louis, bien qu'aimant l'or jusqu'à l'adoration du veau de cet métal, ne répudient pas entièrement l'argent, puisqu'avec de l'argent on peut faire de l'or, et ils se déclarent au besoin bimétallistes comme leurs adversaires de Chicago, mais avec toute la prudence des hommes sages et des financiers *honnêtes*. Car le mot honnêteté est toujours au bout de leurs lèvres. Excellente garantie, du reste, et qui rapporte au moins 100 pour 100 auprès de l'emprunteur naïf.

Mais ils voudraient, pour cette question de monétaire, d'argent aussi *honnête* que l'or, que les Américains s'entendissent préalablement avec les Anglais, avec les Français, avec les Allemands, avec les Russes, avec les Mexicains eux-mêmes, et qu'une convention universelle décidât le point. Un congrès de ce genre serait suprême et pourrait même décider que tous les peuples parleront désormais l'anglais et que la reine Victoria sera la papesse de toutes les nations qui croient en Dieu, Bob Ingersoll compris.

Mais il y a plus de trente ans qu'on parle de cela, et Bruxelles en Brabant, où le Juif-errant de la légende s'est montré pour la dernière fois, s'il faut en croire la chanson, a vu un Congrès de ce nom. On y discourut beaucoup, mais on n'y fit rien. Ce fut une comédie de financiers de mauvaise foi où l'*honnête* Angleterre, experte en la matière, joua le premier rôle. Et si un nouveau Congrès de cette nature, se proposant en apparence le même but, se réunissait demain à Londres, à Berlin ou ailleurs, il aurait très certainement le même sort. Beaucoup de mots, beaucoup de discours, et rien comme résultat. Il est des choses que l'Angleterre ne veut pas, et ce que l'Angleterre ne veut pas, juste ou non, ne peut lui être imposé que par la force. Quant à compter sur sa bonne volonté financière, comme si, du reste, ces mots-là ne hurlaient point dans leur accouplement, mieux vaut compter sur l'âme du diable. L'Angleterre n'a qu'un intérêt, le sien, et cet intérêt, avant tout et par-dessus tout anglais, est d'escompter les autres peuples et les autres nations. Si Bismarck veut que la force prime le droit, l'Angleterre veut que l'or prime l'argent.

Aussi, pour les choses qui intéressent les Etats-Unis, faut-il demander humblement permission à l'Angleterre, et les Etats-Unis, qui ne sont plus des colons et des mineurs, ne doivent-ils rien entreprendre et rien faire sans préalablement consulter le gouvernement de la reine Victoria ou le cabinet de St James ?

Ces Etats-Unis, ce nous semble, ne sont plus des petits garçons qui ont besoin d'un tuteur et auxquels on puisse faire peur avec un mot. Frère Jonathan, avec sa grande taille et ses grandes bottes, a la barbe d'un homme, et qui ne doute qu'il en ait le cœur. Il compte aujourd'hui. Il a haute voix au chapitre. Il est de ceux qui marchent au premier rang non de ceux qui suivent. N'a-t-il pas même le devoir, dans certains cas, d'être l'initiateur, de montrer le chemin, de décider les peureux et les timides, et de forcer ainsi les récalcitrants ? Trop de politesse, maintes fois, ne vaut rien et passe pour de la faiblesse ou de la pusillanimité. Notre siècle ne croit pas aux gens qui manquent d'audace, et l'*audaces fortuna juvat* est plus que jamais vrai. Oser est bon. *Qui m'aime me suive !* est superbe. Et si l'Angleterre n'est pas contente, qui même la Nouvelle-Angleterre, qu'importe ?

Que si l'Angleterre grogne, étant une personne très *honnête* et si elle proteste contre le *malhonnête argent* qu'on veut lui imposer, on la paiera au besoin en monnaie de singe.

Mais l'Angleterre est plus maligne que bête, et elle aime autant l'argent que l'or. A telle rompu ses relations commerciales et mercantiles avec le Mexique dont la monnaie d'argent est présentement inférieure à toute autre monnaie ?

Non, les Etats-Unis n'ont pas besoin de demander conseil à la vertueuse Angleterre.

Les trois millions de colons anglais, qui sont devenus plus tard 70,000,000 d'Américains libres, ont-ils demandé à George III le Fou la permission de proclamer en 1776 l'Indépendance des Etats-Unis ?

Et qui donc parle ainsi ?

La Convention démocratique de Chicago.

Et nous avons vu que son porte-parole et son candidat, W. J. Bryan, est un merveilleux orateur.

VII

Nous ne voulons point dire, bien entendu, n'ayant aucun droit à cela, que M. McKinley, l'adversaire de Bryan et son compétiteur, le Napoléon de Canton, comme on le nomme,—ici, le compositeur, par la substitution de la lettre *r* à la lettre *n*, est prêt de ne point faire du mot Canton le mot Carton—ne soit pas un orateur de force et ne mérite pas les applaudissements de ceux qui l'entendent et qui l'aiment.

Comme tous les orateurs, du reste, il parle la bouche ouverte, et si la parole de Mahomet est de l'argent pour lui, il est toutefois beaucoup trop intelligent pour ne pas aimer l'or, dont il est le candidat reconnu.

Pourtant, ce n'est pas absolument avec l'or que M. McKinley, le candidat napoléonien de la Convention de St-Louis, entend charmer les électeurs de la grande république dont il veut devenir le président.

Si le mot *or*, comme nous le savons tous, est un des mots les plus puissants de la langue, un tentateur à qui peu résistent et qui troubla terriblement la Marguerite de Faust, mais qui, après tout, est obligé de payer de sa personne ou de sa présence, il y a dans la langue humaine d'autres mots aussi puissants que celui-là, plus puissants même, et qui coûtent moins cher, n'ayant point de carat légal.

Ce sont des mots magnifiques en promesses, sublimes en espérances, comme divins, qui vous enguient tout un peuple bien plus aisément qu'un pipeur d'oiseaux ne peut enguiner tous les volatiles d'un taillis.

Avec ces mots, qui sont comme magiques, on fait des conquêtes merveilleuses et l'on ouvre aussi bien les portes que les cœurs. Et ils ne coûtent rien à prononcer. L'idée de s'en servir est peut-être venue aux politiciens du sublime *Pâter* des Chrétiens, et si les politiciens entendent plutôt faire des dettes que de payer ce qu'ils doivent il n'en est pas moins vrai que l'admirable *Pater* de la prière et du pain quotidien peut donner à beaucoup d'hommes l'idée d'un *Paternalisme* gouvernemental dans lequel il y a des primes, des *bounties*, des faveurs, des privilèges, des monopoles, des grâces et des pensions d'invalides à ceux qui se portent bien.

Mais le *Paternalisme*, dans nos temps où le travailleur souffre et sent venir la misère et où le million veut plus que jamais se camper dans son privilège et sa puissance, est devenu une espèce de doctrine gouvernementale. Les Populistes eux-mêmes, des jeunes gens qui ont envie de se faire socialistes, s'ils ne le sont pas déjà, ne veulent-ils point d'un Gouvernement qui soit prêteur d'argent, banquier et industriel ; et si ce Gouvernement, demain, possédait les chemins de fer, les télégraphes, les mines, etc., comme il possède les postes, les maisons où l'on bat monnaie, l'armée et la marine, les Populistes jubilants ne chanteraient-ils pas des psaumes de reconnaissance à l'Eternel ?

Mais quel est donc le mot véritablement merveilleux et de l'éloquence la plus entraînante avec lequel McKinley, le Napoléon de l'Ohio où fleurissent les pommiers, entend ouvrir en novembre prochain les portes de la Maison Blanche ?

Ne l'avez-vous pas deviné ?

J. GENTIL.

(*La suite à mardi prochain.*)

LA COLLABORATION DES DEUX FRÈRES.

Comment Edmond et Jules de Goncourt collaboraient, d'après Emile Zola :

" Il ne s'agit pas de faire la part de l'un et de l'autre, ce que je regarderais comme une action mauvaise. Mais il est intéressant, au point de vue du métier d'indiquer quelle a été leur façon de travailler en commun. Ils s'isolaient, ils vivaient un sujet longtemps. Ils amassaient surtout un nombre considérable de notes, voyant tout sur nature, se pénétrant du milieu où les épisodes devaient se dérouler.

"Puis, ils causaient du plan, arrêtaient ensemble les grandes scènes, jalonnaient ainsi l'œuvre entière. Enfin, arrivés à la rédaction, à cette exécution qui ne comporte plus le débat oral, ils s'asseyaient tous deux à la même table après avoir une dernière fois préparé le morceau qu'ils comptaient écrire dans la journée et là ils rédigeaient ce morceau chacun de son côté et ils en faisaient deux versions, selon leur façon personnelle de voir. Ces deux versions, qu'ils se lisaient, étaient ensuite fondues en une seule ; on conservait de part et d'autre les choses heureuses, les trouvailles ; c'étaient les apports de deux esprits libres, comme le meilleur d'eux-mêmes qu'ils écrivaient et dont ils faisaient un tout solide.

"On comprend dès lors l'unité constante des œuvres produites : elles avaient de leur sang, mais de leur sang mêlé à la source de la vie. L'un n'avait pas écrit cette page, l'autre celle-ci. Chaque page était à tous deux. Il faut ajouter ce phénomène fatal à la longue, dans cette communauté continuelle d'enfantement, les deux cerveaux s'étaient mis à penser et à exprimer de même ; presque toujours la même idée, la même image arrivaient aux deux frères à la fois. Il n'y avait plus qu'à choisir les nuances. Cette fraternité dans la production allait si loin que leur écriture se ressemblait. Touchante absorption de deux êtres, mariage intime d'intelligences, cas extraordinaire de talent double qui restera certainement unique dans l'histoire littéraire."

LES AMIS DU GRENIER.

Extrait d'une lettre d'Edmond de Goncourt :

" Voici, mon cher X..., les noms de nos amis du Grenier :

" Alphonse Daudet, Emile Zola, Huysmans, de Heredia, les deux Rosny, Octave Mirbeau, Maurice Barrès, Paul Hervieu, Paul Margueritte, Georges Rodenbach, Lucien Descaves, Jean Ajalbert, Jean Lorrain, Marcel Schwob, Henri de Régnier, Edouard Rod, Duret, Léon Hennique, Gustave Geoffroy, Roger Marx, Frantz Jourdain, de Montesquiou, Léon Daudet, Paul Alexis, Arsène Alexandre, Paul Bonnetain, François de Nion, G. Toudouze, Georges Lecomte, Servière, Morel, Rodin, Carrière, Raffaelli, Chéret, Bracquemond, Pierre Gavarni."

Et ceux-là formeront évidemment le noyau du futur " grenier " d'Alphonse Daudet.

Et voici à côté des noms de ceux du " grenier " les noms des " huit " que de Goncourt désigne pour être de son " Académie " : l'*Abeille* a déjà donné ces noms : A. Daudet, Huysmans, Gustave Geoffroy, Octave Mirbeau, les deux frères Rosny, Léon Hennique, Paul Margueritte. Ils devaient être dix. Deux manquaient sur le testament.

Chacun des " Huit " aura 6,000 francs de rente. La maison d'Auteuil, ses collections seront vendues. Mais produiront-elles le million nécessaire ? C'est douteux.

L'ARCHIDUCHESSE MARIE-DOROTHÉE.

C'est à la date du 15 juillet, comme l'a déjà annoncé l'ABEILLE, que le grand-maître des cérémonies de l'archiduc Joseph a annoncé officiellement à la *Correspondance de Budapest*, les fiançailles de sa fille l'archiduchesse Marie-Dorothée-Amélie, avec M. le duc d'Orléans, chef de la Maison de France. Nous empruntons à notre confrère M. Jean Régnier quelques notes pour accompagner le beau portrait que nous publions.

L'archiduchesse Marie-Dorothée-Amélie est, par sa mère, la petite-fille de la princesse Clémentine, duchesse de Saxe-Cobourg et Gotha.

La princesse est naturellement catholique, comme toute la maison d'Autriche, et c'était là un point essentiel. Elle appartient en outre à la première famille régnante d'Europe, la plus puissante peut-être par l'affection de ses peuples, et tant de fois alliée déjà à la Maison de France.

L'archiduchesse Marie est née le 14 juin 1867 ; elle a une véritable séduction dans toute sa personne. Sa taille ne dépasse guère la moyenne, mais elle est souple, gracieuse et de tournure très élégante, avec cette haute allure qui appartient aux femmes de sa race. Elle n'a pas cependant les traits caractéristiques de la maison d'Autriche, mais plutôt ceux des Bourbons, à qui elle se rattache par sa grand'mère et par une aïeule, l'Impératrice Marie Louise, femme de l'empereur Léopold II.

Très intelligente et élevée avec un soin particulier par sa mère, l'archiduchesse Clotilde, elle apporte, avec une grande dignité dans ses moindres actions, une douceur extrême et un charme particulier, aimant les arts et les lettres, très bonne musicienne, parlant plusieurs langues et très au courant de la littérature française. Une seule chose est nettement invariable dans son esprit, c'est l'idée qu'elle se fait de la dignité de la vie, pour elle et son entourage.

Elle a refusé déjà les plus beaux partis et il est plus que probable qu'elle va trouver dans cette alliance la réalisation de ses rêves de bonheur.

On dit qu'elle apporte en dot un peu plus de deux millions de florins sans compter la pension qui est faite à toutes les archiduchesses sur une cassette particulière.

Elle est l'aînée de six enfants dont deux seulement sont mariés : son frère qui a épousé une princesse de Bavière, et sa sœur puînée qui a épousé le prince le plus riche de l'Europe, le prince de Tour et Taxis dont la famille avait autrefois le privilège des Postes dans toute l'Allemagne, privilège qu'il a fallu racheter et qui vaut aujourd'hui au chef de la famille trente-sept millions de rente.

L'archiduc Joseph, père de la fiancée, est palatin de Hongrie, très populaire en Hongrie, où il séjourne constamment, tantôt à Budapest, tantôt à son château d'Alesuth.

Le mariage de l'archiduchesse Marie-Dorothée, aura lieu probablement en octobre, à Budapest. Toutes les maisons souveraines d'Europe y seront représentées. Les nouveaux mariés feront ensuite leurs visites en Europe, et ils reviendront, pour avril, en Angleterre, où ils comptent se fixer.

LA JEUNE ARMÉE

Par le général du Barail.

A propos de la revue du 14 Juillet.

J'ai lu avec un plaisir sans mélange, et je puis ajouter avec un orgueil tout patriotique, la conversation fort intéressante que mon aimable collaborateur M. Armand Villette a eue, à propos de la revue du 14 juillet, avec un officier supérieur étranger.

Eloigné de l'armée depuis si longtemps, je n'ai plus l'occasion d'assister à ces belles solennités militaires qui ont toujours le don d'impressionner fortement la foule et d'entretenir dans tout cœur français de si vives, si légitimes et si réconfortantes espérances.

Mais, comme je ne saurais me défendre de suivre de l'œil le plus attentif tout ce qui concerne et intéresse l'armée, je reste pleinement convaincu que, dans ses justes éloges donnés aux troupes qui, le jour de la fête nationale, ont été acclamées sur l'hippodrome de Longchamps, M. l'attaché militaire n'a fait qu'exprimer son opinion sincère, sans la moindre restriction mentale. Il a admiré l'armée, parce que véritablement elle méritait de l'être.

C'est donc un fait acquis indiscutable : tous les corps de troupe se sont présentés sous les armes dans l'attitude la plus correcte, les régiments territoriaux rivalisaient avec ceux de l'armée active pour la tenue, l'aplomb et la régularité des mouvements, indices autant d'une forte discipline que d'une instruction militaire très développée.

C'est où ne peut mieux—mais il n'y a pas à s'en étonner. Voilà vingt-cinq ans que l'on travaille en France à la reconstitution des forces nationales moins ébranlées peut-être par la défaite que par les doctrines détestables que, pour assurer le triomphe d'un parti, on avait cherché à y introduire.

L'armée, fidèle à ses austères devoirs, ne demande qu'à se consacrer tout entière au relèvement de la patrie et à se montrer digne du rôle que l'avenir lui réserve de rendre à la France le haut rang qui lui appartient dans le concert des nations. Elle est satisfaite, dès que, échappée aux mains des politiciens plus soucieux d'intérêts électoraux que préoccupés de cette gloire militaire qu'ils considèrent toujours comme une menace pour la durée de leur pouvoir usurpé, elle se trouve replacée sous l'autorité de chefs militaires sortis de ses rangs, qui l'ont connue dans la bonne comme dans la mauvaise fortune et qui sont prêts encore à partager ses dangers.

Il est tout simple qu'un officier étranger, ayant un grade élevé, ait su distinguer à certains indices qui n'échappent pas à un coup d'œil exercé même dans une revue rapide, les qualités et les vertus guerrières qui, j'en suis sûr, distinguent notre jeune armée.

Mais ce serait aller trop loin peut-être, que d'accepter comme un jugement définitif et sans appel les compliments que les attachés militaires de toutes les puissances sont disposés à nous accorder en toute occasion.

Ce n'est ni leur rôle ni leur intérêt. Ils sont chargés, surtout par leur gouvernement de lui signaler les perfectionnements ou les défauts qu'ils ont pu reconnaître dans notre organisation militaire.

Outre les convenances de cette politesses internationale qui les invitent à une prudence très grande dans leurs appréciations, vis-à-vis de nous, de ce qui nous intéresse, il y a encore le devoir professionnel qui les oblige à réserver les critiques fondées qu'ils peuvent avoir à faire sur notre état militaire pour leur seul gouvernement, afin que leur chef d'armée puisse en tirer parti, le cas échéant.

On ne manque jamais de citer, à cette occasion, les fameux rapports du colonel Stoffel sur l'armée prussienne d'avant 1870, et de reprocher au gouvernement impérial de n'avoir tenu aucun compte des avertissements si précieux qu'ils renfermaient. Je ne suis pas fâché de dire que ce reproche est parfaitement injuste. Les rapports du colonel Stoffel étaient pris en très grande considération, aussi bien au Château qu'au ministère de la guerre. C'était, sinon la nation, du moins le Parlement qui la représentait, qui ne voulait pas être éclairé.

Pour tenir un compte suffisant des avertissements si importants que le colonel Stoffel envoyait de Berlin avec un zèle et une compétence que l'on ne peut que trop louer, et pour mettre l'armée française en état de lutter avec avantage contre les armées de toute l'Allemagne, il fallait augmenter considérablement le budget de la guerre, et c'est ce que la Chambre, par crainte d'impopularité, ne voulait pas faire.

Je reviens à la Revue, dont cette digression m'a momentanément éloigné.

Je me réjouis donc, comme je l'ai dit en commençant, de la bonne opinion que la revue du 14 juillet a donné de notre armée à des officiers étrangers.

Mais il est une appréciation qui me touche encore plus et qui me va droit au cœur — c'est celle d'un vaillant soldat entre tous, de celui que l'on peut appeler le héros de Bazeilles et que M. Alphonse de Neuville a illustré dans son beau tableau : "La dernière cartouche."

Je n'ai jamais eu la bonne fortune de me rencontrer avec le général Lambert, car c'est de lui qu'il est question ici : mais je suis fort heureux de me trouver en parfait conformité d'idées avec lui.

Egalement à propos de la revue du 14 juillet, le général Lambert fait de notre jeune armée un éloge d'autant plus à retenir qu'il l'a quittée, il y a quelques jours à peine, après l'avoir pratiquée dans des conditions particulières qui lui ont permis d'apprécier infiniment mieux que par toutes les théories spéculatives et philosophiques du monde ce qui fait le vrai soldat. C'est l'éducation militaire qui ne s'obtient qu'à la longue et qu'il faut bien se garder de confondre avec l'instruction professionnelle qui peut s'acquérir en quelques mois.

Il explique admirablement que si au début de la guerre notre vieille et admirable armée a succombé sous le poids du nombre, ce sont les vétérans qui, en soutenant une lutte disproportionnée quelquefois de un contre cent, comme à Bazeilles, par exemple, ont porté si haut encore l'honneur du drapeau.

Aussi, tout en rendant pleinement justice à toutes les qualités si incontestables de notre jeune armée, demande-t-il avec infiniment de raison que l'on étende jusqu'aux simples soldats les avantages du rengagement réservés jusqu'à présent aux seuls sous-officiers et que par une aberration qu'on a peine à s'expliquer l'Assemblée nationale a hésité si longtemps à leur accorder.

Ce perfectionnement de notre organisation militaire, je n'ai jamais cessé de le réclamer—c'est pour moi un article de foi.—Pour que notre armée soit parfaite, il ne lui manque plus qu'une proportion déterminée dans chaque régiment de soldats vraiment d'élite, que l'on ne trouvera que chez des soldats de profession, ayant l'amour de la cocarde et la passion du métier des armes. Cette nécessité s'impose d'autant plus aujourd'hui que, de l'autre côté des Vosges, les Allemands, a qui nous avons emprunté le service à court terme, ont maintenant plus de cent cinquante mille soldats rengagés, sans compter leurs sous-officiers, qui forment une classe militaire tout à fait spéciale.

Si l'on entrait dans la voie que j'indique, pensera-t-on peut-être, elle nous conduirait à rétablir un corps d'élite, ce que les Joseph Prudhomme de l'époque seraient disposés à appeler une troupe de prétoriens.

Où serait donc le beau mal ? Ne sait-on pas qu'il faudrait bien peu de chose pour que certains régiments ou bataillons du 6e corps ou de la frontière des Alpes, pénétrés de cette conviction qu'ils sont mieux préparés, mieux entraînés que d'autres, se considérassent comme ayant, le cas échéant, de plus grands devoirs à remplir, et c'est de cet esprit particulier que sont animés les corps d'élite.

Je sais que, pour mon compte, je considérerais comme ayant mérité de la patrie le ministre assez hardi pour opérer une pareille réforme, qui serait le couronnement de notre réorganisation militaire.

Vieilles gens de lettres.

M. Chincholle dénombre pour l'encouragement des jeunes, les centenaires ou quasi tels que la Société des gens de lettres compte dans son sein :

Fondée en 1838, elle a gardé deux de ses membres fondateurs : M. Ernest Legouvé et M. Philibert Audebrand qui, bien que tué l'an dernier par un de nos confrères, est demeuré très vaillant.

Le sociétaire le plus âgé se trouve être une femme, Mme. du Bos d'Elbhecq, qui est née le 13 mai 1799. Elle a donc la rare fortune—si c'en est une—d'être du siècle précédent.

Sous le pseudonyme de Clément d'Elbhe, elle a publié de nombreux ouvrages qui la rendirent célèbre aux environs de 1840. C'est peut-être ce qui explique comment on a eu le temps de l'oublier.

A cette époque, les "nouvelles" triomphaient. Elle en a publié un grand nombre chez Hachette. Elle s'occupa même des questions humanitaires et fit grand tapage en 1843 avec une étude sur les *Prisons de Paris et le Patronage des libérés*.

Retirée à Angers, elle n'a point l'air d'y attendre la mort. Il y a quelques jours encore, elle adressait à la Société, qu'elle aime beaucoup, une lettre dont les caractères et les jambages accentués témoignaient d'une rare vitalité.

La doyenne a eu pour parrains M. et Mme Lesguillon, deux bienfaiteurs de la Société.

En mourant, ils légnèrent aux Gens de lettres une maison qu'ils possédaient place Maubert et qui, mise en vente, produisit 45,468 francs.

C'est cette somme qui, jointe à beaucoup d'autres, permet de faire des pensions aux gens de lettres.

Les principaux bienfaiteurs de la Société sont : le duc de Luynes (2,000 francs) ; Napoléon III (20,000) ; le khédive Ismaël-pacha (20,000) ; le baron Taylor (22,296) ; la maison Hachette (9,000) ; M. Chauchard (10,000 fr. par an) ; M. George de Salverte (1,305), etc.

Nous souhaitons longue vie à la doyenne, mais, vu le nombre des membres et leur longévité habituelle, Mme d'Elbhecq est sûre de nombreux successeurs.

Les premiers s'appelleront Casimir Henricy, de Puymaigre, Paul Juillerat, Henri de Lacretelle, Louis Fortoul, ancien ministre ; l'abbé Duclos, curé de Saint-Eugène, etc.

L'hôtel où la Société s'installera l'an prochain est précisément situé dans la paroisse de ce dernier.

Notre vénérable confrère n'aura que quelques pas à faire, quand il sera notre doyen, pour venir toucher sa pension, qu'on essaye de rendre aussi forte que possible.

Il pourra, dans les grands jours de réunion, causer avec beaucoup de membres de sa génération, car la Société compte 370 Gens de lettre ayant plus de soixante ans.

Décidement il faut reconnaître ou qu'on est sage dans la littérature, ou qu'elle conserve ceux qui s'y adonnent.

Principalement ceux qui s'y adonnent avec une application tranquille et avisée, comme à un bon petit négoce. Ils sont plutôt nombreux à la Société des Gens de lettres.

AU BAL.

Souvent, dans une fête, et durant tout un soir,
Il advient qu'on s'éprend d'une femme inconnue,
Brune ou blonde, au hasard, la première venue,
Qu'on aime d'un amour étrange—et sans espoir.

On ne lui parle pas, on ne s'en fait pas voir.
Mais de loin, l'œil fixé sur son épaule nue
Dans un silence ardent cette amour contenue
A de muets transport qu'elle ne peut savoir.

A travers le tumulte et la foule et l'espace,
On parle à cette femme, on pria, on pleure, on pesse
De l'ivresse au dédain, de la rage au pardon....

Et la belle ignorante, à sentir autour d'elle
Notre désir ainsi frissonner comme une aile,
Parfois s'arrête et songe, et se dit : "Qu'ai-je donc?"

EDOUARD PAILLERON.

---

tout entière. Puisses-tu trouver dans cette pensée assez d'énergie pour te résigner à ton malheur et pour accomplir la tâche qui s'impose à toi.

" Pour te seconder dans l'accomplissement de cette tâche, tu peux compter sur ma chère sœur Annette. C'est une créature d'élite, toute d'abnégation et de dévouement. Je sais qu'elle te chérit ; je t'ai déjà confiée à elle ; sa tendresse pour toi s'augmentera j'en suis sûr de toute celle qu'elle avait pour moi. Fais-lui part du désir que j'exprime ici et dis-lui, en l'embrassant, qu'elle a dans mon cœur une place égale à celle que tu y tiens.

" Si cette lettre doit te parvenir, c'est par Célestin que tu la recevras. Son amitié, durant les jours affreux que nous avons traversés, m'a souvent consolé, soutenu, ranimé ; elle a adouci mes maux et séché mes larmes. Il a donc mérité ma confiance et je ne la lui ai pas marchandée ; il connaît notre secret.

" Il a pris l'engagement solennel de ne t'abandonner jamais, ni toi ni notre enfant. Tu peux donc te confier à lui, le consulter et suivre ses avis en toutes les circonstances graves où tu es exposée à te trouver. Repose-toi dans son dévouement comme je m'y suis reposé moi même. Il ne te fera jamais défaut, j'en suis sûr.

" Adieu, ma femme adorée. Je suis bien malheureux en songeant aux larmes que vous allez répandre, Annette et toi, si nous sommes condamnés à ne pas nous revoir et je ne puis, hélas! que vous envoyer à l'une et à l'autre un dernier et tendre adieu de ton Frédéric."

Quand cette lecture, à plusieurs reprises interrompue par des gémissements, eut pris fin, Ursule accablée sous sa douleur se laissa tomber sur une chaise.

Frappée de prostration et d'anéantissement, elle ne put que dire :

—Je suis perdue.

Et par trois fois elle répéta cette phrase où se résumaient son désespoir et ses terreurs, sans qu'Annette, abîmée comme elle dans sa douleur, trouvât un mot pour la ranimer.

—Je suis venu pour vous porter secours, mademoiselle Ursule, dit alors Célestin d'un accent plein de feu.

—Quels secours pouvez-vous me donner ? demanda-t-elle. Veuve, avant d'être mariée, je vais être mère et mon enfant né dans la honte n'aura ni un père ni un nom. Je ne pourrai l'avouer ; ce ne sera qu'un paria.

—Il pourrait en être autrement si vous le vouliez.

A ces mots, Ursule et Annette le regardèrent ; toujours silencieuses, elles l'interrogeaient.

—Il ne tient qu'à vous de faire de moi le père de votre enfant.

—Vous m'épouseriez ! s'écria Ursule.

—Je suis tout prêt et il n'y a pas grand mérite de ma part ; voilà si longtemps que je vous aime. Oh ! ne vous méprenez pas, s'empressa-t-il d'ajouter. Ce n'est pas l'homme éperdument épris de vous qui vous offre son dévouement et sa vie. Celui là, vous le savez, s'était sacrifié en apprenant que vous aviez déjà disposé de votre cœur. Non, celui qui vous tend la main, c'est l'ami de Frédéric, le vôtre uniquement animé du désir de tenir les promesses qu'il a faites au pauvre mort, prêt par conséquent à n'être votre époux que de nom, à se sacrifier encore pour vous sauver l'honneur. A l'exception de Mlle Annette et du sergent Botrel personne n'a connu votre amour pour Frédéric. Personne par conséquent ne sera surpris de votre mariage avec moi.

Ursule et Annette se trompèrent à cette proposition dont l'apparente générosité cachait le plus abominable calcul.

Dans l'élan de sa reconnaissance, Annette lui tendit la main.

—C'est bien ce que vous faites là, monsieur Célestin. Au nom de Frédéric, soyez béni.

—Je suis touchée par vos offres, ajouta Ursule. Mais me marier quand mon cœur saigne....

—C'est cruel, je le reconnais, répondit-il. Mais avez-vous le loisir de tergiverser ? Les circonstances vous permettent-elles d'attendre ? D'ailleurs, ce mariage qui peut seul vous tirer de peine vous ôtera-t-il le droit de pleurer jusqu'à ce que vos larmes soient taries ?

Elle n'était pas encore convaincue ; son attitude révélait la révolte qui montait en elle à la pensée de devenir la femme de Célestin, alors que le souvenir de Frédéric l'obsédait, la dominait, lui arrachait des plaintes et des larmes.

Annette intervint.

—Il faut céder, Ursule, dit-elle ; il le faut pour l'honneur des tiens, pour toi-même, pour ton enfant... Si du fond de son tombeau Frédéric pouvait te parler, il ne te parlerait pas autrement que moi.

—Il a même déja parlé ainsi, s'écria Célestin, car il m'a dit : "Si je meurs, épouse-la."

—Il vous l'a dit ! interrogea Ursule.

—Il me l'a dit, je le jure, affirma le menteur. Voyez d'ailleurs avec quelle facilité vous serez sauvée si vous consentez. Dans trois semaines, je vous épouse sans pompe, sans bruit, ainsi que l'exige votre deuil. Nous partons aussitôt avec Mlle Annette. Pendant une année, on n'entendra plus parler de nous, et quand nous reparaîtrons, qui s'avisera de rechercher si l'enfant que vous aurez mis au monde est mon enfant ou celui d'un autre ?

—Il faut donc que je consente ! dit Ursule en interrogeant Annette des yeux.

—Tu le dois, répliqua celle-ci.

Ursule baissa le front, resta ainsi quelques instants. Puis, se redressant, elle laissa tomber sa main dans celle de Célestin :

—Qu'il soit donc fait selon votre désir, Célestin. Sachez seulement à quelle vie de tristesse vous serez voué. Quelque résolue que je sois à me consacrer à votre bonheur, à vous prouver ma reconnaissance, je ne saurais vous donner l'espoir d'être aimé.

—Ne vous si-je pas dit que j'étais prêt à me sacrifier pour vous ? Je ne vous demande rien que le droit d'essayer de me faire aimer par mon dévouement à vous, à votre enfant. Je n'exigerai jamais rien de plus. Je ne veux vous tenir que de vous-même.

C'est ainsi que dans l'affolement où la jetaient sa douleur et ses terreurs, Ursule Billot consentit à épouser Célestin Leclerc.

Victorieux à force de ruse et de mensonges de la résistance d'Ursule et son mariage avec elle étant décidé, celui-ci n'avait plus aucun motif pour tenir secret son retour et en faire mystère aux gens de Remoulins.

Il s'empressa donc de se montrer.

On le vit dans le village d'abord, puis dans les communes environnantes, paradant, parlant haut, avec aplomb ; en moins d'une semaine, ses extraordinaires aventures eurent circulé à travers le pays.

A tout le monde, il racontait, en les enjolivant et en les dramatisant, les péripéties de sa fuite, la mort du commandant, l'arrestation de Frédéric, sa condamnation, son supplice, l'emprisonnement du sergent Botrel.

A travers les infortunes de ses compagnons, il apparaissait lui-même ainsi qu'un chevalier d'un autre âge, revenu de captivité après avoir, par sa vaillance, brisé ses chaînes.

Dans les familles qui avaient des enfants prisonniers en Allemagne, il parlait des absents, rassurait sur leur sort, et par ses propos rendait l'espérance aux cœurs maternels qu'avait torturés une trop longue angoisse.

Aussi était il accueilli partout et fêté non seulement pour son héroïsme, auquel on se disputait l'honneur de rendre hommage, mais encore pour les nouvelles qu'il rapportait.

Il fut mandé à Nîmes chez le préfet qui voulut entendre de sa bouche le récit de sa fuite et en faire l'objet d'un rapport destiné au gouvernement.

Des cérémonies religieuses furent célébrées en mémoire du marquis d'Alloncourt et de Frédéric Bertin ; il y figura au premier rang, se redressant orgueilleusement sous les regards fixés sur lui, emplis d'admiration ; on annonçait de toutes parts qu'il allait être décoré.

En même temps, se répandait le bruit de son mariage avec Ursule Billot.

On y applaudit unanimement comme si l'on eût trouvé naturel que l'amour de la belle et riche héritière compensât son courage.

Il n'y eut qu'un mécontent ; c'était Isidore Billot ; l'entrée de Célestin dans sa famille détruisait l'espoir qu'il avait conçu de mettre la main sur l'héritage.

Déçu dans ses cupides visées, il se plaignait à sa fille de trouver ligués contre lui pour s'opposer à ses prétentions le notaire et son fils.

Mais celui ci l'avait devancé en donnant à entendre à Ursule que sa maternité prochaine lui imposait le devoir de défendre contre les entreprises de son père la fortune de son enfant.

Isidore n'obtint donc rien de ce qu'il attendait.

Il dut se contenter du pot-de-vin qui devait lui être compté par Célestin Leclerc le jour du mariage et de la direction de la ferme qui lui fut accordée avec une part sur les revenus.

C'était plus qu'il ne méritait ; mais non assez pour qu'il se déclarât satisfait. Aussi ne cessait-il de bouder, de se lamenter, ce